

LANCIA  
AUTOBIANCHI  
YUGO  
POLSKI

**EUROPA MOTORS**

Route de Vannes - 44800 Saint-Herblain - Nantes  
Tél. 40.63.70.11

# L'OTAGE DE L'APARTHEID

## PIERRE ALBERTINI N'INTERESSE PAS FR3

Vendredi 27 février, Maxime Gremetz était à Nantes, pour présenter son livre : « Et Pourtant Elle Tourne ».

En fin de matinée, le rédacteur en chef de FR3 Pays de Loire, répond non à notre proposition de l'interroger. Motif : « On ne peut interviewer tous les responsables politiques qui viennent en Loire-Atlantique. »

Dès son arrivée à Nantes, Maxime Gremetz nous informe qu'il a des éléments nouveaux concernant Pierre-André Albertini, ce jeune coopérant français pris en otage par l'Apartheid et emprisonné depuis plus de quatre mois.

D'une part, le député communiste, membre de la Commission des affaires étrangères, a rencontré le ministre des Relations extérieures, jeudi matin, qui a donné son accord de principe à la demande d'envoyer un émissaire du Gouvernement français en Afrique du Sud ; d'autre part, il vient d'apprendre que les parents de Pierre-André sont sur le point d'être expulsés par le Gouvernement de Prétoria.

FR3 ne venant pas à notre conférence de presse, nous téléphonons au rédacteur en chef pour lui dire que Maxime Gremetz a des informations importantes concernant Pierre-André Albertini et qu'il est prêt à TOUT MOMENT à les donner sur l'antenne.

Plusieurs échanges téléphoniques auront ainsi lieu jusqu'en fin d'après-midi. Rien n'y fera, le rédacteur en chef de FR3 Pays de Loire se déchargera enfin de SES responsabilités sur le journaliste de plateau, Xavier Cosse, qui, lui, ne prendra pas la SIENNE.

FR3 ne permettra pas que Maxime Gremetz donne à l'antenne les informations qu'il possède sur cette affaire.

« Ouest-France » et « Presse-Océan » ont, eux, donné l'information à leurs lecteurs, le Service public, lui, a fait silence.

La situation dramatique de

Pierre-André Albertini n'intéresse pas FR3.

FR3 a donc manqué DEUX FOIS à SA mission : d'une part en faisant silence sur le fait que le ministre, M. Raimond, présent à Nantes ce même jour, n'ait pas donné d'informations sur cette question ; d'autre part, en refu-

sant d'interroger Maxime Gremetz, qui, lui, était prêt à en donner.

FR3 serait-il aux ordres ? En tout état de cause, au moment où le Service public de l'information est en danger, ces méthodes ne sont pas de nature à le RENFORCER.

Gilles BONTEMPS.



Deux cents personnes ont débattu avec Maxime GREMETZ, secrétaire du Comité central du P.C.F., des questions de la paix, du désarmement, de politique internationale - coopération, relations entre pays, entre Partis communistes - etc. Un riche débat qui s'achevait par la vente de 65 livres « Et pourtant elle tourne », dédiés par l'auteur. Une adhésion au P.C.F. a été enregistrée et 1 250 F collectés pour « Un bateau pour le Nicaragua ».

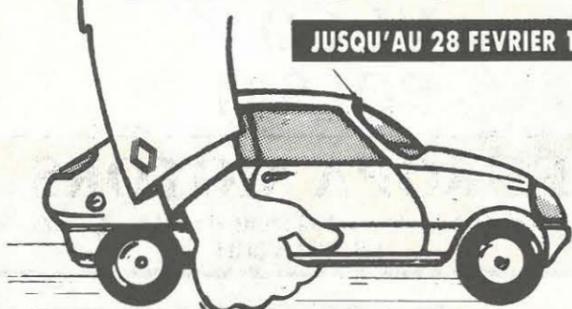


Les communistes participeront pleinement au rassemblement pour défendre la Sécurité sociale

- Il y a cinquante ans, le 8 mars 1937 2
- ALSTHOM, réintégration des licenciés . . 3
- CAR-FERRY, l'intervention des communistes . . 3
- Conseil municipal de St-Nazaire . 3
- Brière : le porteur d'eau 5
- 8 mars : vivre mieux, vivre égales . . . 6
- Politique foncière et magouille . . 7
- Aménagement de la Loire . . . . 7
- Conseil municipal de Nantes . . . . 7

# RENAULT REPREND VOTRE VOITURE

JUSQU'AU 28 FEVRIER 1987



## ARGUS + 2000 F

POUR L'ACHAT D'UNE RENAULT NEUVE

Livrée dans les 3 mois suivant la date de commande, nous reprenons votre voiture QUELLE QU'EN SOIT LA MARQUE aux conditions générales de l'Argus + 2000 F.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ARGUS  
Valeur de la cote Argus au jour de la remise de votre véhicule, diminuée :  
1. - de 15 % pour frais professionnels  
2. - le cas échéant des frais de remise en état.  
Cette valeur de reprise est majorée de 2000 F.  
Offre valable jusqu'au 31 mars 1987.

**CRÉDIT**  
**8,8%**  
**SUR 12 MOIS**

Jusqu'au 31 mars 1987, la DIAC vous propose un crédit de 8,8 % sur 12 mois, sur les Renault 5, Renault 9, Renault 11, Renault 21 et Renault 25 ; véhicules de tourisme neufs, commandés jusqu'à cette date. Apport minimum de 20 %. Exemple pour 10.000 F empruntés : T.E.G. 8,8 % - 12 mensualités de 873,58 F soit un coût total de 10.482,96 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par DIAC SA au capital de 350.000.000 F. R.C. Paris B 542 062 435. 51/53, Champs Élysées 75008 Paris. DIAC, votre financement.

**CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE**  
Concessionnaire Renault  
Rte de la Côte d'Amour  
**SAINT-NAZAIRE**  
Tél. 40.70.35.07



**Abonnez-vous**  
**1 an - 50 F**

## BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

**CONSTRUIRE** Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.  
**GÉRER**  
**ENTREPRENDRE** Bretagne Loire équipement : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.  
**AMÉNAGER**  
**DIFFUSER**

Immeuble Forum - 48/50, rue Braille  
56100 Lorient  
Tél. : 97.21.65.71



### BREVES CULTURES

#### A NANTES : LE JEUNE THEATRE A LA TRAPPE

Au budget primitif 1987 de la Ville de Nantes, les lignes budgétaires de soutien au Jeune Théâtre ont disparu.

Ouf ! On avait eu peur !

#### MUSIQUE ET AMITIÉ

Ce samedi 7 mars, à 21 heures, concert au Conservatoire National de Région, île Beaulieu, à Nantes. Deux professeurs au Conservatoire de Blois, Cathy Cousin, piano ; François Goïc, violon, fils de nos camarades Madeleine et Henri Goïc, interprètent des œuvres de Schumann, Brahms et Mozart. Tous les amoureux de la musique de chambre y sont amicalement invités. Entrée libre.

#### MENACES SUR « FORMATION ET DEMOCRATIE »

Dix-neuf demandeurs d'emploi, stagiaires à FORMATION ET DEMOCRATIE à Nantes, viennent de se voir retirer arbitrairement par le Secrétariat d'Etat au Tourisme, l'agrément de la formation que le même secrétariat leur avait accordé fin décembre 1986. Ils s'organisent : Comité de Soutien - Formation et Démocratie, 2, rue de Budapest, Nantes.

Affaire à suivre...

#### EXPOSITION DESNOS

A l'initiative des Editions du Petit Véhicule, du Parc et de la Maison de la Poésie de Nantes et Région, une exposition « Robert Desnos, poète visionnaire », à la Manufacture des Tabacs, à Nantes, du 26 février au 12 avril. L'occasion de découvrir le grand poète surréaliste, le résistant, le déporté qui mourra à la veille de la Libération, celui qui écrivait sous l'occupation nazie :

*Or, du fond de la nuit,  
[nous témoignons  
encore  
De la splendeur du jour  
[et de tous ses présents.*

## IL Y A CINQUANTE ANS LE 8 MARS 1937

contrait une délégation ouvrière à la mairie de Nantes, ils sont devenus inébranlables.

Pourquoi ne se sentiraient-ils pas confortés par les toutes récentes déclarations du Président du Conseil ? Voilà quinze jours, Léon Blum est venu en personne à Saint-Nazaire, puis à Nantes. A Saint-Nazaire, évoquant la hausse du coût de la vie, il a déclaré : « Si on élève les salaires, ce sera le cercle infernal où les adversaires de notre politique voudraient nous enfermer, d'où la nécessité de la pause, d'arrêter la course entre les prix et les salaires... »

Et puis, le vendredi 5 mars, d'importantes mesures ont été décidées par le gouvernement. Dans le même temps, Léon Blum annonçait un programme d'économies, un ralentissement des grands travaux, une restriction des avances aux collectivités publiques, il a décidé de prendre des mesures favorisant le rapatriement des capitaux, massivement expatriés après la victoire du Front Populaire. « Pour déterminer ce rapatriement, nous l'avons rendu avantageux : certains jugeront ces avantages excessifs et ils sont en effet considérables, mais je m'attends à ce qu'ils choquent chez beaucoup de Français des sentiments que nous-mêmes avons eu quelque peine à surmonter... »

Les ouvriers du bâtiment sont prévenus : ils savent qu'ils ne peuvent compter sur des initiatives gouvernementales pour obtenir justice.

C'est le 22 février, le jour même où Léon Blum décrétait « la pause » qu'ils ont entamé leur grève.

Ils vont se battre avec une résolution exemplaire pendant deux mois et demi.

Emilienne LEROUX.

La Bourse du Travail est emplie d'une foule exceptionnelle en ce lundi matin, 8 mars 1937 ; « du monde partout, les fenêtres fourmillent de grappes humaines ».

La Fédération du Bâtiment a convoqué ses adhérents pour une assemblée générale exceptionnelle. Depuis le 22 février, les ouvriers du bâtiment sont en grève, car les prix montent et leurs salaires sont à la traîne. Les derniers réajustements les ont fixés à :

- 5,60 F de l'heure pour les manoeuvres ;
- 5,75 F de l'heure pour les terrassiers ;
- 6,40 F de l'heure pour les maçons ;
- 6,50 F de l'heure pour les charpentiers ;
- 6,55 F de l'heure pour les plâtriers, plombiers.

Ces chiffres leur paraissent nettement insuffisants, puisqu'à Paris, le réajustement du 15 février a donné :

- 7,90 F de l'heure aux manoeuvres cimentiers ;
- 9,10 F de l'heure aux peintres, terrassiers, serruriers, maçons et charpentiers ;
- 10,90 F de l'heure aux carreleurs mosaïstes.

Or, les indices officiels au 1<sup>er</sup> janvier 1937 sont respectivement 562 et 556 pour Paris et Nantes. Ecart bien peu sensible, qui ne peut légitimer de telles différences. Les ouvriers du bâtiment, en demandant 0,75 F de mieux pour les manoeuvres et terrassiers, 0,50 F pour les autres catégories, ont conscience de la modération de leurs exigences. Ils ont décidé de tenir bon.

Mais les patrons, eux aussi, tiennent bon. Samedi dernier, alors que leur délégation ren-



### 200 EXPOSANTS

attendus

**SAMEDI 18 MARS :**  
SOIREE DE GALA  
ELECTIONS DES REINES  
(sous chapiteau)  
avec le TRIO PILAR

### INSCRIPTION DES EXPOSANTS

au Comité de la Foire - B.P. 93  
44380 PORNICHET  
Tél. 40.61.34.40 et 40.61.31.60

## SOUSCRIPTION NATIONALE DU P.C.F.

Report de la troisième liste arrêtée à : 33 672,70 F.

Quatrième liste arrêtée au 17 février 1987 :

**Basse Loire :** Cellule Taillandier : 122 F ; Comité de Section : 150 F ; C.D.H. Cellule Cachin : 125 F ; Assemblée populaire Cachin-Taillandier : 450,30 F ; Michel Guinard (CF) : 100 F.

**Vallée de l'Erdre :** Lamorlette : 100 F ; Chéneau : 80 F ; Cellule Jara, Blain : 315 F.

**Section de Nantes :** Anonyme : 200 F ; Claude Sudre, Cellule L. Thorez : 300 F.

**St-Nazaire :** Cellule du Petit Caporal : 100 F ; Frédéric Gallet : 200 F ; M. et Mme Dupont : 100 F.

**Brière :** St-Malo-de-Guersac, lors de l'assemblée populaire : 244 F.

**Val de Loire :** M. et Mme Beauregard : 50 F ; Cellule E. David, de St-Géréon : 50 F ; André Maignien : 100 F ; Camille Lebrun : 100 F.

**Rezé-Bouguenais :** Lors de l'Assemblée populaire de la cellule Fortun : Odette Herrouin et A. Bonhommeau : 100 F ; Andrée Carteau : 100 F ; Jacqueline et Roger Quillaud : 50 F ; Ginette et Hubert René : 50 F ; Françoise et Marcel Levasseur : 50 F ; Olivier Potereau : 100 F ; Jeannette Leprêtre : 100 F ; Bénéfices bourriche : 74 F ; Nadine et André Sagot : 300 F. — Cellule de la Chevrolière : 300 F.

**Rezé :** A. Morteau : 800 F.

**Presqu'île Guérandaise :** Cellule Michel : 600 F ; Odette Menant : 100 F ; Cellule Godeau-Beccart : 200 F.

**St-Sébastien :** Michel Gouty - C.F. : 100 F.

Total quatrième liste : 5 910,30 F.

Total à reporter : 39 583 F.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Joël BUSSON  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,  
J.-Y. COUPEL,  
Gilles BONTEMPS.  
Imprimerie Commerciale  
32, bd Laënnec - RENNES  
C.P.P. n° 52 987

# REINTEGRATION DES LICENCIES

## LA C.G.T. EXIGE AVEC LES TRAVAILLEURS LA REINTEGRATION DES LICENCIES D'ALSTHOM

pleine action la CFDT, FO et la CGC signaient un accord avec la direction qui lui donnait les mains libres.

Ce sont 359 licenciements qui ont été opérés pour soi-disant relancer le Diésel. Mais la CGT montre que les abandons industriels se poursuivent.

• L'atelier de mécano-soudure doit être transféré sur un autre site qui ne possède pas encore la technologie nécessaire à la fabrication des bâtis. Mais la direction déclare que si la qualité n'est pas ce qu'elle attend, elle com-

mandera ces bâtis aux Japonais. Pourtant, elle reconnaît que les Japonais sont plus chers.

• Heures supplémentaires, intérim, sous-traitance se multiplient pour pallier au personnel licencié.

• Des moteurs entiers (18 PA4) sont sous-traités dans d'autres établissements sous-équipés pour cette fabrication.

• Dans le catalogue présenté aux clients, des abandons importants sont signalés. La CGT fait état de moteurs PC 40 sur lesquels la direction traîne les pieds, alors qu'une commande de 18

unités, représentant deux années de travail, est possible.

Pour autant, la CGT ne baisse pas les bras. Forte du résultat des élections professionnelles, où elle a gagné 4 % dans le 2<sup>e</sup> collège et 13,5 % dans le 1<sup>er</sup>, et du courant d'adhésions, elle continue d'informer les travailleurs et la population. Elle appelle à agir.

Ainsi, vient-elle de réunir les travailleurs licenciés et, avec eux, des formes d'actions sont envisagées pour exiger leur réintégration.

Jean PERRAUDEAU.

# CAR FERRY

## SANS L'INTERVENTION DES ELUS COMMUNISTES, LA CONSTRUCTION SERAIT DEJA ATTRIBUEE A UN CHANTIER ETRANGER

• Les élus communistes multiplient leurs interventions. André LAJOINIE, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, s'est adressé aux ministres Madelin et Ballardur.

Monsieur le Ministre,

Je vous écris au sujet du problème urgent posé par la construction en France d'un car ferry qui viendrait compléter la flotte de la B.A.I.

Le Conseil Régional et les Conseils Généraux de Bretagne ont voté récemment des subventions pour l'augmentation de la SEBEMEN, Société d'Economie Mixte, créée en 1982, pour financer les investissements de la Brittany Ferries et dont le président est M. René Couanau, afin de contribuer au financement de ce nouveau car-ferry qui représente 1 500 000 heures de travail.

L'intérêt national voudrait que ce navire soit construit en France par Alsthom Atlantique. Cela se justifie d'autant plus que des subventions des collectivités locales ont été versées pour le projet.

Actuellement, aucun engagement n'a été pris en ce sens, et des pressions ont même lieu pour que le navire soit construit à Glasgow.

Il est important que le gouvernement français s'engage, il est important que l'argent des contribuables français serve à la réalisation de ce projet, et à la réduction du chômage en France.

• Guy DUCOLONÉ, vice-président du groupe communiste, à Madelin.

Les députés communistes considèrent qu'il saurait être ques-

tion de laisser liquider nos activités de construction et réparation navales, et apportent leur soutien total aux salariés de ce secteur dont les luttes pour la défense de l'outil de travail sont d'intérêt national.

• Le Groupe communiste de Saint-Joachim à Madelin.

Le Groupe Communiste, profondément ému par la casse de l'emploi dans la Région, ne saurait rester muet devant une situation qui se détériore un peu plus chaque jour :

- Dubigeon qui ferme ;
- Les Arno condamnés ;
- Sambron est passé en cinq ans de 522 salariés à 171, l'effectif devrait être ramené à 115 ;
- et Alsthom dont l'établissement mécanique se déteste de 559 emplois, soit 40 % de son effectif.

Pour être moins spectaculaires, des suppressions ont lieu ou sont annoncées dans les secteurs les plus divers : 183 à l'Aérospatiale par exemple.

Ce n'est pas vrai qu'on ne peut pas faire autrement.

• Alors que nous fermons à tours de bras dans la Navale, l'Allemagne crée des emplois dans ce même secteur.

• Il faut 30 navires par an pour maintenir la flotte française à son niveau actuel.

• Encore, cette flotte n'assure-t-elle que 35 % du trafic se faisant dans les ports français. Que ce pourcentage soit porté à 50 %, et ce sont quelques dizaines de bateaux supplémentaires à construire.

Mais pour cela, il faut choisir de « construire, naviguer et réparer français », et non se plier aux exigences de la Communauté Européenne.

De la C.G.T.

Syndicat des employés techniques, dessinateurs et agents de maîtrise de la métallurgie de Saint-Nazaire et de la Région.

Il a été beaucoup question, dans la presse, durant les semaines passées, du car-ferry pour la B.A.I.

N'y a-t-il pas mieux à faire ? Plutôt que cette polémique stérile, nous étions en droit d'attendre une coopération entre armateur et constructeur permettant de maintenir et développer l'emploi dans la Filière Maritime Française.

A notre avis, il est absolument anormal que des subventions publiques puissent servir à passer commande à l'étranger. Ces subventions doivent, au contraire, faire vivre un outil de travail, qui, en retour, permet à la Société de se développer.

Cadres et ingénieurs, vous êtes de ceux qui, avec les autres salariés, prolongent le savoir-faire acquis par plusieurs générations de constructeurs de navires.

Nous sommes persuadés qu'ensemble nous voulons défendre l'image de marque de nos Chantiers qui font la fierté des Nazairiens.

• J.-Louis LE CORRE, maire de Trignac, est intervenu, envoyant notamment plusieurs télégrammes pour la construction du car ferry à Saint-Nazaire, et de soutien aux travailleurs des ARNO.

## CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-NAZAIRE

### BUDGET PREVISIONNEL EXTRAITS

Tel qu'il est présenté, le budget 1987 de la commune porte les marques d'une ville frappée par la crise économique. La première, à l'évidence, tient à l'évolution de la taxe professionnelle — même si les suppressions d'emplois à la Mécanique, aux ARNO, n'auront d'incidence au niveau de la taxe professionnelle que l'an prochain, déjà la décision pèse sur la balance entre les trois taux, en accusant une baisse tendancielle de la part de la taxe professionnelle. La taxe professionnelle n'augmente, elle, que de 2,9 %. C'est donc la part des ménages qui augmente davantage. Je relève que l'exonération partielle dont bénéficient les entreprises correspond à un manque de recette. J'ajoute qu'on nous avait dit que c'étaient les taxes, la fiscalité, qui étranguaient les entreprises, et que, libérées, on allait voir ce qu'on allait voir.

Eh bien ! On voit : leurs charges sont allégées de 1,5 milliard de centimes pour les seules entreprises de Saint-Nazaire... mais le chômage y atteint des chiffres records...

C'est le frein serré mis au fonctionnement et aux investissements. Les Services vont devoir fonctionner avec la même masse de crédits...

Nous les appelons à lutter, à se faire entendre, y compris pour que les budgets prennent mieux en compte leurs besoins et leurs préoccupations.

A. HAUYÉ.

## Brèves

### M. CHAUTY avait promis...

Lorsque la patinoire de Feltre fut bradée, malgré la protestation en Conseil municipal des Elus communistes, à une chaîne commerciale, il fut promis qu'une nouvelle patinoire serait construite à la Médiathèque.

M. Rémy, conseiller municipal de droite, l'avait cru. Le seul fait de rappeler cette promesse au cours du vote du budget le 23 février, lui a valu cette apostrophe de M. Chauty : « Le dossier est annulé. Evitez, à l'avenir, des interventions intempestives en Conseil Municipal ».

A droite toutes...

## LA DEMOCRATIE AU CONSEIL REGIONAL

Le déroulement des séances de l'Assemblée est prévu de la façon suivante :

— « Un conseiller ne peut parler que si, après avoir demandé la parole au Président, il l'a obtenue.

Quand le Président juge le Conseil suffisamment informé, il peut inviter l'orateur à conclure. Celui-ci ne doit pas s'écarter de la question, sinon le Président l'y rappelle. S'il ne défère pas à ce rappel, de même si un orateur parle

sans en avoir obtenu l'autorisation, ou prétend poursuivre son intervention après avoir été invité à conclure, le Président peut lui retirer la parole ».

Le temps de parole : Attribution proportionnelle au nombre d'élus.

— Parti Communiste - 5 élus : 6 minutes.

— Divers Gauche : 8 élus : 10 minutes.

— Parti Socialiste : 26 élus - 34 minutes.

— Groupe de la Majorité : 51 élus - 68 minutes.

## HLM A TRIGNAC

### Le maire, J.-L. LECORRE, pose la première pierre d'un nouveau groupe

Alors que dans de nombreux foyers l'on se serre la ceinture pour faire face à la quittance qui augmente, les spéculateurs « sabrent » le champagne en se frottant les mains de la Loi Méhaignerie.

Le droit au logement, déjà sérieusement mis à mal, disparaît dans la tornade spéculative. Les expulsions vont se multiplier, les bidonvilles réapparaître. Le Ministre du Logement n'envisagerait-il pas d'installer des « baraques de chantier » pour loger les « pauvres ».

Que la France ne réussisse pas à loger dans des conditions décentes sa population, n'est-il pas un scandale de ce début d'année 87 ?

**DU 3 AU 14  
MARS**

**ANNIVERSAIRE**

**ELECTRICITE**

**ROUTE de la RO**

**GAGNEZ  
UNE SUPER CINQ**

**ET TOUTES LES HEURES**

**UN BON D'ACHAT DE 500 F**



RESTAURANT Spécialités Marocaines

Couscous-Tagines-Bricks-Epaules d'Agneau  
Mechoui-Brochettes-Paella etc...

"LA MEDINA"

33, rue des Olivettes

44000 NANTES

Tél. 40 20 02 94

Fermé le dimanche

## BRIERE : LE PORTEUR D'EAU... Bernard LEGRAND est-il un grand pêcheur ?

Plus de 300 personnes à Saint-Joachim pour condamner la nouvelle loi sur la pêche, qui met en cause les Us et Coutumes dans les Marais de Brière et de l'Ouest.

En effet, l'U.N.I.A.P. avait organisé cette année son assemblée à Saint-Joachim, et son président, M. Du Dreuzy, a précisé à FR3 que dans le vote de cette loi les parlementaires

avaient été roulés par les fonctionnaires qui l'avaient préparée.

C'est un peu court, Monsieur le Président.

Rappelons qu'à l'origine, cette loi était présentée par le Sénateur Chauty, qui figure sur la même liste que M. Bernard Legrand, qui était alors président du Parc Régional de Brière.

Alors, ou M. Bernard Legrand ne connaît rien à

la pratique de la pêche dans les Marais de Brière, ou il a volontairement voté une loi qui met en cause les Us et Coutumes contenus dans la charte du Parc Régional.

Aujourd'hui il veut jouer les porteurs d'eau. L'action des Associations des Pêcheurs de Grande Brière Mottière et du Bassin du Brivet, ne sont pour rien dans ce retournement spectaculaire.

### BON DE PARTICIPATION ANNIVERSAIRE DU 3 AU 14 MARS

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

(sans aucune obligation d'achat)

# RSAIRE

# LERC

# CHELLE, REZÉ

## FOIRE AUX PNEUS

(quelques exemples de prix)

MICHELIN 135-13 XZX	185,35 F	MICHELIN 175-14 XZX	354,15 F
GOOD YEAR GPS 145-13	207,55 F	MICHELIN 125-15 X	212,00 F
MICHELIN 155-13 XZX	257,30 F	GOOD YEAR 165-70-13 GPS	290,90 F

Montage compris, sur rendez-vous, sur notre parking

## FOIRE AUX BOIS

### LES PANNEAUX

<b>Aggloméré</b> qualité standart, 250 x 125 cm • épaisseur 16 mm, le panneau _____ soit le m <sup>2</sup> : 17,28 F	54,00 F
<b>Contreplaqué OKOUME,</b> exotique rouge intérieur standart, 250 x 122 cm, • épaisseur 5 mm, le panneau _____ soit le m <sup>2</sup> : 22,62 F	69,00 F
• épaisseur 10 mm, le panneau _____ soit le m <sup>2</sup> : 44,26 F	135,00 F

### LES LAMBRIS

<b>Sapin du Nord, qualité menuiserie,</b> avec mouchette, largeur 93 mm, épaisseur 10 mm, conditionné par paquet de 10 lames dans les longueurs 2,10 m, 2,40 m, 2,70 m, 3 m, le m <sup>2</sup> _____	39,00 F
---	---------

## SPÉCIAL CONGÉLATION

A notre rayon Boucherie et pendant tout l'Anniversaire, vente en gros morceaux de 3 kg environ,

BOEUF - VEAU - PORC - AGNEAU

Préparation gratuite sur commande  
Tél. 40.75.61.04 (poste 59)

## GARANTIE 5 ANS GRATUITE

PIECES - MAIN-D'ŒUVRE  
ET DEPLACEMENT SUR

## LE GROS ELECTROMENAGER

## A vous les belles petites Américaines: Yugo 45 et 55 America

37 900 F



UNE VOITURE NEUVE  
POUR LE PRIX D'UNE  
VOITURE D'OCCASION

Elle a conquis l'Amérique, elle va séduire les Français avec son gros pare-chocs bouclier, sa calandre noir mat, et ses baguettes de protection latérales.

Des performances qui en surprendront plus d'un : Moteur ultra moderne, très performant, arbre à cames en tête, allumage électronique (55 A). Avec en plus un petit air de break avec sa banquette arrière rabattable, découvrant une large surface de chargement accessible par le hayon arrière.

La Yugo America existe en deux versions: 45 A, 4 CV, 45 ch DIN (33,8 KW). 55 A, 5 CV, 55 ch DIN (40,5 KW).

Consommations à vitesse stabilisée aux 100 km (Normes UTAC) pour la 55 A: 8,9 l à 90 km/h, 7,6 l à 120 km/h, 8,9 l en ville.

**Yugo 45 ET 55 AMERICA**

Production Yougoslave distribuée par le réseau Chardonnet.

chez votre NOUVEAU CONCESSIONNAIRE **EUROPA MOTORS**

Route de Vannes - Côte Continent 44000 NANTES-SAINT-HERBLAIN

TEL. 40 63 70 11

### ERRATUM

Dans l'article "Nantes mal câblé", il fallait lire « sans compter les 120 F pour le raccordement » et non « les 1 200 F pour... ».

# VIVRE MIEUX, VIVRE EGALES

Le 8 mars, Journée internationale des femmes, des milliers de femmes au Zénith avec le P.C.F.



Le 8 mars, à l'appel de notre Parti, des milliers et des milliers de femmes exprimeront avec force leur volonté d'égalité et de mieux-vivre à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes.

Elles seront — foule immense — à Paris, au Zénith, avec Georges Marchais.

Elles se rassembleront aussi dans plusieurs grandes villes dont Marseille et Lyon.

Elles répondront à l'invitation des maires communistes de nombreuses communes. Ainsi, notre camarade Jean-Louis Lecorre présentera aux femmes de Trignac les propositions du P.C.F. face aux problèmes

qu'elles rencontrent. Il leur apportera le soutien des communistes dans leur combat.

Car les femmes ont été nombreuses, en Loire-Atlantique comme ailleurs, à participer aux luttes dans la dernière période: lycéennes et étudiantes, femmes cheminotes et d'E.D.F., institutrices.

Il faut dire que tout dans la situation actuelle invite les femmes à se battre, la crise dans laquelle s'enfoncent notre pays les frappant de plein fouet:

— ainsi, dans notre

département, 52 % des chômeurs de moins de 25 ans sont des femmes;

— ainsi, en France, l'écart des salaires entre hommes et femmes se maintient à 36 %.

Ces objectifs — droit au travail, à l'égalité — que le P.C.F. partage avec les femmes leur permet de faire un bout de chemin ensemble. Les communistes en sont persuadés et leur font toute leur place dans le grand rassemblement majoritaire qu'ils construisent.

Joëlle LE HERISSÉ.

PUBLICITE

## DES HOMMES AU SERVICE DES HOMMES

En décembre 1985 était décidée la création de l'A.I.Z. (Zone Internationale Atlantique) dans l'estuaire de la Loire.

Au moment où la conjoncture économique était particulièrement sombre, la création de l'A.I.Z. était bienvenue, offrant aux investisseurs et entrepreneurs internationaux une zone disposant de moyens performants destinés à susciter l'initiative économique.

EDF et GDF, entreprises comptant parmi les principaux acteurs de la vie économique de Loire-Atlantique, ont tenu à apporter leur concours à l'A.C.E.L. (Association Communautaire de l'Estuaire de la Loire).

C'est ainsi que EDF et GDF signaient le 16 octobre 1986 une convention avec l'A.C.E.L., dotant l'A.I.Z. d'un atout supplémentaire: une alimentation énergétique, électrique ou gazière, à la fois compétitive et de haute qualité. Si les entreprises qui s'implanteront sur l'A.I.Z. n'auront pas une tarification privilégiée, elles disposeront, par contre, d'une excellente qualité de service grâce à l'implantation de postes haute tension et moyenne tension et d'un réseau de transport de gaz particulièrement dense.

En outre, les industriels, en s'installant sur l'A.I.Z., bénéficieront d'avantages financiers liés à la reconversion de la Centrale thermique de Cheviré.

« DES HOMMES AU SERVICE DES HOMMES », en Loire-Atlantique, c'est EDF et GDF, acteurs du développement économique de l'A.I.Z., véritable Europort de l'Atlantique; c'est EDF et GDF, partenaires des industriels confrontés à un environnement où la concurrence internationale est de plus en plus vive.



## NANTES AU CONSEIL...

Lors du Conseil municipal du 23 février, le projet de budget primitif pour 1987, objet de longues tractations préalables à droite, a finalement été voté.

Bien qu'habillé différemment, il consacre les mêmes choix politiques que depuis 1983.

Au nom des élus communistes, Paul Le Guilloux montra qu'il s'agit d'un budget déflationniste pour les moindres curieux : un volume d'emprunt et surtout un autofinancement en augmentation considérable (66 % pour ce dernier), et pourtant moins de travaux, même en gonflant artificiellement ceux-ci dans le budget général.

Mais l'austérité n'est pas pour tout le monde : d'un côté l'ACCOORD, le « tourisme d'affaires », les frais d'auto-publicité ; de l'autre, l'enseignement public, les piscines et surtout l'action sociale, domaine pour lequel Michel Moreau mit vivement en cause les choix de classe de cette municipalité de droite, confirmés lors du vote des taux des impôts locaux, toujours au détriment des ménages nantais.

Pierre D'ANGLE.

## PRISE D'EAU EN LOIRE (suite)

Les budgets municipaux de l'eau et de l'assainissement ne seront examinés que le 30 mars, lorsque le quart de l'année se sera déjà écoulé.

Ce n'est pas surprenant, en raison du désaccord à droite sur la façon de faire passer la privatisation du Service de l'Eau, à commencer par la remontée de la prise d'eau alimentant l'usine de La Roche.

Intervenant une nouvelle fois en Conseil municipal sur cette question, Paul Le Guilloux, conseiller communiste, s'éleva contre le black-out sur les dossiers, posa la question de la formule pour l'exécution des travaux (appel d'offres, concession...) et attira l'attention sur le risque d'entente entre les grands groupes privés dominant le secteur de la distribution de l'eau. A l'appui de sa démonstration, il se référa à un long avis de la Commission de la concurrence datant d'octobre 1980.

Imperturbable, M. Chauty soutint qu'il n'y a pas de risques de privatisation. Dont acte. Mais alors, pourquoi certains élus de droite, relayés par une partie de la presse, préparent-ils ouvertement l'arrivée de la Générale et de la Lyonnaise des Eaux ?

Paul LE GUILLOUX  
Conseiller municipal de Nantes.

# POLITIQUE FONCIERE ET MAGOUILLE

## A NANTES, DES INTERROGATIONS DE PLUS EN PLUS PRESSANTES SE FONT JOUR A PROPOS DE LA POLITIQUE FONCIERE...

1°) Aux respects des règles d'urbanisme, qui doivent s'appliquer à tous, aux promoteurs privés, comme aux Sociétés d'HLM.

2°) A la diversification du tissu social dans les quartiers : habitat collectif et individuel, espaces verts, jardins, services, transports... afin que l'ensemble des besoins sociaux puisse être satisfait.

Il va de soi que pour les communistes, rien ne peut se faire sans une large consultation des populations des quartiers concernés par les projets.

Ceci étant dit, est-il besoin de préciser que les communistes et leurs élus sont totalement étrangers aux magouilles qui se développent dans le petit monde politique nantais, à travers la politique foncière.

Des élus de la majorité municipale sont sans doute en quête d'un avenir plus prometteur que le Chautysme. Mais en creusant un peu, on voit bien qu'il y a un enjeu beaucoup plus politique. Le RPR lui aussi en mal de Chautysme veut garder quand même la mairie de Nantes et tout en préparant une succession qui s'avère laborieuse, il envoie une partie de ses troupes en dissidence vers les Associations de défense pour garder son électorat et ne pas couper les ponts avec les Centristes... qui portent une oreille de plus en plus attentive aux appels du Parti Socialiste.

Ceux-ci, tout en flattant l'électorat de gauche, flirtent très fort, c'est le moins que l'on puisse dire, avec certaines personnalités de la Droite Centriste.

Attendez-vous à ce que ces derniers deviennent de « bons démocrates de droite ».

Pour la droite et le P.S., il s'agit de ratisser le plus large possible pour assurer l'alternance à Nantes, sans danger pour les intérêts capitalistes. A travers tous ces jeux politiques, on assiste donc dans notre ville à tout un travail pour de nouvelles alliances... et cela en coulisse, dans le dos des Nantais, au moment où se manifestent devant les mairies ceux qui **crèvent de faim**.

Quel mépris pour ceux qui souffrent. On comprend pourquoi les communistes sont loin... loin... de toutes ces magouilles et les dénoncent.

Michel MOREAU,  
Conseiller municipal  
de Nantes.

# AMENAGEMENT DE LA LOIRE

## UNE DECLARATION DE PIERRE GOLDBERG

découle de la remise en cause des engagements financiers pris par l'Etat.

Il avait été en effet clairement indiqué que l'Etat participerait de concert avec l'Agence de Bassin Loire-Bretagne pour 50 % au financement des ouvrages, et, compte tenu du remboursement de la T.V.A., cette participation devait en fait atteindre 65 %.

Or, d'une part l'Etat fait glisser de plus en plus la charge sur l'Agence du Bassin, c'est-à-dire les populations du Bassin de la Loire, et, d'autre part, il tente de remettre en cause le remboursement de la T.V.A.

Nous ne pouvons admettre ce désengagement de

l'Etat, et nous demandons une nouvelle fois que les promesses soient tenues.

Notre deuxième inquiétude provient de l'évolution annoncée et déjà ressentie au niveau de l'Etat qui tend à aller vers l'abandon de toute planification, le IX<sup>e</sup> Plan, pour certains, ne devant pas avoir de successeur.

Nous sommes inquiets du fait qu'avec cette disparition éventuelle du plan de l'aménagement du territoire, plus rien ne sanctionne l'engagement de l'Etat concernant la réalisation d'ouvrages après le IX<sup>e</sup> Plan.

Troisièmement, nous pensons que la création des SICALA, les Syndicats Intercommunaux pour

l'Aménagement de la Loire et de ses Affluents n'est pas l'objet de toute l'attention qu'elle mérite. Il s'agit pour nous d'une garantie de plus grande démocratie et de réalisations au plus près des attentes des gens et des régions concernées.

Au nom des Elus communistes et Républicains siégeant à l'EPALA, j'appelle les populations de nos communes, des départements et des régions concernées à se saisir davantage de ce problème, car il y va de leur avenir, du développement ou du déclin de nombreux bassins économiques, de la satisfaction des besoins des populations.

Pierre GOLDBERG.